

RAPPORT MORAL DU PRESIDENT

Il y a de cela un peu plus de cinq ans, suite à de nombreuses réflexions et concertations, nous avons abouti à la conclusion que, au-delà de nos organisations professionnelles nationales, la création d'un réseau unifiant l'ensemble du mouvement paysan d'Afrique de l'Ouest, devenait un besoin pressant. Ainsi, fut prise la décision de créer le ROPPA en juillet 2000 à Cotonou. Pour certains sceptiques, attendre d'un tel rassemblement de pauvres une contribution à changer des politiques décidées par les plus hautes autorités de la région, relevait de l'utopie. Pour d'autres, il s'agissait d'un événement majeur dans l'évolution sociopolitique ouest africaine. Pour eux, l'expression était : des paysans déterminés à s'unir pour défendre leur intérêt et prendre en charge leur destinée !

En fait, la décision d'implanter le réseau, si elle paraissait inédite, était loin d'être fortuite. Les observateurs avertis ont bien compris que cela constituait le parachèvement d'un processus d'organisation et de structuration d'un mouvement paysan autonome et crédible qui est parti des villages jusqu'au niveau national. C'est une sorte de révolution silencieuse reflétant la désapprobation et le rejet des groupements paysans et organisations rurales mises en place par les pouvoirs publics pour des objectifs propres à eux.

Contexte

Le contexte prévalant lors de la création du ROPPA, caractérisé par les politiques d'ajustement structurel avec leur succession d'échecs évidents, a créé un tel désarroi au niveau des masses paysannes qu'elles ont ressenti la nécessité de sortir de leur fatalisme et inertie habituels. Cela les a amené à poser des actes d'opposition énergique contre les réformes et autres préceptes, qu'ils n'ont pas demandés, et aux choix desquels, ces populations rurales n'ont pas participé. Ces Politiques d'Ajustement Structurel, nous n'en avons pas eu besoin hier, nous n'en voulons pas aujourd'hui, également !

En effet, en dépit des promesses d'un mieux être du FMI et de la Banque Mondiale, les programmes d'ajustement structurel n'ont donné que des résultats décevants. Le taux de croissance économique a été souvent en dessous du taux d'accroissement de la population. Plus grave, cette croissance repose plus sur des transferts que sur une production nationale forte, si bien que on n'enregistre aucune tendance à la réduction de la pauvreté dans nos pays, malgré les Stratégie et autres programmes de lutte contre la pauvreté.

Le ROPPA considère qu'une croissance économique, quelque soit son importance, n'a pas de sens s'il ne repose pas sur une production nationale forte émanant de tous les secteurs et sur une redistribution équitable de la richesse nationale. Aussi, il serait illusoire de penser que la pauvreté disparaîtra en Afrique et que nos pays se développeront si pour tous ses besoins sociaux, économiques et alimentaires, il devrait laisser envahir ses marchés, sous prétexte du libéralisme et de la globalisation.

Des potentialités à exploiter

Notre sigle ROPPA, nous rappelle chaque jour, les engagements à prendre, les efforts à consentir pour que chaque famille puisse disposer, chaque jour de trois repas de qualité, en quantité suffisante et préparées à partir de ce que nous produisons dans nos champs, nos étables ou non pêcheries. Nous l'avons dit et nous le répétons. Nous voulons manger ce que nous produisons et produire ce que nous mangeons !

Notre dépendance alimentaire s'aggrave. Notre déficit en produits alimentaires est passé de 2,9 milliards de \$ en 1995 à 4,3 milliards de \$ en 2003. Ainsi, à la domination politique et à la dépendance économique que connaissaient déjà nos pays vient s'ajouter aussi une dépendance alimentaire ! Cela ne peut être ni durable, ni acceptable !

Dans mon pays, le Sénégal, et c'est le cas partout ailleurs dans la région, ceux qui connaissent la faim et vivent dans le dénuement et la misère sont essentiellement des ruraux qui vivent au village et des ruraux qui s'exilent en ville à la recherche d'un mieux être. Dans nos campagnes, 70% des ménages sont pauvres et privés de services sociaux de base. C'est dire que c'est dans nos exploitations familiales que l'on enregistre les espérances de vie les plus courtes, les taux de mortalités les plus élevés, le nombre d'analphabètes le plus important.

Pourtant, l'Afrique de l'Ouest est riche! Notre richesse, c'est nous même, c'est cette population courageuse et travailleuse qui passera de 290 millions aujourd'hui à près de 400 millions en 2020, une masse de consommateurs qu'il suffit tout simplement de rendre solvable. Nous disposons de vastes terres riches qui attendent d'être mises en valeur et une diversité de zones agroécologiques qui permettent de répondre à toute sorte de besoin

alimentaire. Malheureusement, sur les 71 millions d'ha cultivables disponibles en Afrique de l'Ouest, seuls 14% sont mis en valeur et 1,2% sont irriguées.

Dans une telle situation, la promotion d'un développement durable passe d'abord par la remise en cause des politiques jusqu'ici promues et les instruments qui les ont accompagnés.

Pendant ces cinq dernières années, c'est certes peu dans la vie d'une institution comme le ROPPA, nous avons tenté de traduire en actions concrètes aussi bien dans les domaines politiques et économiques que dans la structuration et le renforcement de notre mouvement, notre opposition aux modèle de développement libéral débridé et sans contrôle. Nous avons agi à diverses échelles géographiques, depuis le niveau local jusqu'au niveau international en passant par le national et le régional.

L'œuvre est à la fois difficile passionnante et exaltante ! A force, d'études, de réflexions, d'échanges d'expériences et de mobilisation d'expertises, le ROPPA a su et pu, construire et partager sa vision concevoir et mettre en œuvre dans des domaines divers prioritaires des actions qui ont trait à la consolidation de notre réseau, au renforcement des capacités des plates-formes, à la promotion de notre vision sur les politiques agricoles et les accords commerciaux et à la promotion de nos produits agricoles à travers la Campagne Afrique Nourricière.

Structuration d'un mouvement paysan homogène, crédible et représentatif

Nous avons de réelles raisons de satisfaction en nous rappelant qu'à la naissance du ROPPA, en 2000, seuls 4 pays disposaient de cadres de concertation formellement reconnus (Sénégal, Niger, Bénin et Côte d'Ivoire). Pour les autres, il s'agissait de regroupements informels plus ou moins légitimes (Burkina, Mali, Guinée, Guinée Bissau, Gambie, Togo). Cinq ans après, tous les pays disposent de plates-formes nationales de concertation même si les niveaux de structuration sont très divers.

Aussi, nous pouvons affirmer tout haut : le mouvement paysan ouest africain a grandi et s'est agrandi. La présence de nos frères et sœurs de Sierra Leone et du Ghana atteste que nous avons élargi notre espace d'actions. Celle également, de la FIPA, de la FNESEA, de Via Campesina, de UPA et de nombreux amis, alliés et partenaires d'Afrique, d'Europe et d'Amérique renforcent la légitimité de notre réseau et témoignent de sa crédibilité en tant que porteur des voix et des espoirs du monde paysan ouest africain.

Les progrès que nous avons réalisés sont à mettre au crédit de la stratégie que nous avons adoptée pour :

- ⇒ renforcer le leadership des plates-formes nationales,
- ⇒ financer à travers le fonds de renforcement des capacités ou leurs initiatives,
- ⇒ inciter aux échanges d'expérience entre paysans,
- ⇒ faciliter la participation aux débats nationaux, régionaux et internationaux sur des sujets divers,
- ⇒ faciliter l'accès aux informations politiques, économiques et techniques
- ⇒ donner des conseils sur la conduite et la gestion des organisations

Nous ne doutons pas que les acquis auraient été plus nombreux si le Fonds de Renforcement des Capacités avait pu fonctionner comme il se doit avec des procédures plus appropriées et des ressources financières plus conséquentes si l'environnement dans lequel s'exerce notre métier était plus stable, plus lisible et plus incitatif. Malgré tout, nous avons cherché autant qu'il était possible à ce que le renforcement des capacités ne se limite pas aux seuls membres du ROPPA. Ainsi, nous avons aidé nos frères et sœurs de la FONG Ghana, de USMEFAN Nigeria et de la NAFSL de Sierra Leone à réfléchir sur la politique agricole régionale et à participer à un certain nombre de nos rencontres régionales et internationales.

Nous devons poursuivre cet effort pour que les succès enregistrés par le ROPPA aux niveaux régional et international soient davantage répercutés dans les pays. Nous savons que se posent dans certains pays, des problèmes de

légitimité et de visibilité des OPPA nationales. C'est pourquoi, nous continuerons dans les années à venir à faire de la consolidation du mouvement paysan ouest africain un axe prioritaire de notre intervention.

Nous procéderons à l'installation progressive du Collège des jeunes. Les modalités qu'ils viennent de proposer pour la mise en œuvre et/ou le renforcement de leurs espaces de concertation seront approfondies et portées par les plates-formes nationales dans de meilleurs délais.

Egalement, nous nous efforcerons d'aider le Collège des Femmes à mettre en œuvre son plan d'action. Nous continuerons à étoffer la Cellule d'Exécution Technique de manière à ce qu'elle serve de véritable centre de capitalisation de nos expériences et acquis et de courroie efficace de transmission des informations dont nous aurons besoin. Cependant, le Comité Exécutif et la Cellule d'Exécution Technique ne pourront être efficaces si la conscience d'appartenir à un réseau n'est pas grande au niveau des plates-formes et de leurs OPPA membres.

Être dans un réseau, c'est faire connaître ce que l'on fait et partager ce que l'on sait ! Cela implique de la part des plates-formes nationales, des OPPA et des membres du Comité Exécutif, un système de rapportage régulier sur les activités qu'ils mènent. C'est notre responsabilité que d'aider ceux qui nous aident à faire au mieux ce qu'ils font ! C'est un défi que les plates-formes nationales se doivent de relever !

Un autre grand défi est de maintenir à la fois la cohésion de notre mouvement et la cohérence dans les positions et les visions, que nous défendons. Les tentations sont parfois très grandes pour nos organisations fragiles de répondre très vite « présent » aux multiples offres pour « faire des affaires » ou « satisfaire l'ego » de personnes en manque de perspective personnelle et de vision altruiste.

Ne nous laissons pas distraire et déstabiliser par les cris de ceux qui inlassablement nous font croire que nos exploitations familiales ne sont qu'un simple maillon dans la chaîne de production d'un seul produit et qu'à ce titre, nous devrions exclusivement nous organiser sur cette base.

Nous savons que la pression est grande sur nos gouvernements et nos organisations pour aller rapidement à une spécialisation et une organisation des producteurs par produit. Si il en est ainsi, nous disons chiche ! Mais à certaines conditions : la garantie absolue et non négociable de la sécurité alimentaire de nos ménages dans le strict respect de nos valeurs culturelles, la garantie absolue et non négociable d'un revenu permettant de vivre décemment et de décourager tout exode, la compensation ou le paiement de tout effort de conservation et de gestion durable des ressources naturelles, l'assurance permanente contre les calamités naturelles ! Par contre, si on ne peut pas nous aider dans ce sens, qu'on nous laisse rechercher notre propre équilibre et la manière que nous jugeons utile de nous organiser pour nous défendre.

Je ne voudrais pas que l'on ressente que je suis insensible aux interpellations dont le ROPPA fait l'objet de la part de ses membres et partenaires. Nous prenons cela comme une demande forte d'espace de concertation pour des groupes spécifiques qui veulent, toutefois, continuer à cultiver l'unité du mouvement paysan ouest africain et promouvoir la solidarité corporative.

Et nous l'avons bien compris au cours de ces cinq dernières années ! Nous avons réalisé des études et organisé des ateliers sur le Coton et le Riz. Nous avons facilité le contact et les concertations entre les producteurs de ces cultures. Nous avons élaboré des cahiers de plaidoyer que nous avons diffusé partout. Nous avons organisé des séances de démonstration de l'intérêt pour les consommateurs des produits locaux, notamment le Riz dans le cadre de la Campagne Riz. Pour le ROPPA, mettre l'accent sur un produit donné, est un tremplin pour aborder une multitude de questionnements qui sont des interpellations politiques : avenir et devenir de tous les producteurs ; statut de l'exploitation familiale ; politiques agricoles, accords commerciaux ; souveraineté alimentaire, intégration régionale, accès aux marchés, Conseil de gestion, accès aux innovations technologiques ; relations entre les intervenants d'une même chaîne de production ...etc.

Politiques agricoles régionales

En implantant notre réseau, nous nous sommes engagés à promouvoir et défendre les valeurs d'une agriculture paysanne, performante et durable, au

service des exploitations familiales et des producteurs. Cette orientation, nous l'avons prise, suite au constat des résultats désastreux sur nous-mêmes des politiques d'ajustement structurel et des tentatives d'imposition du modèle d'exploitation dit de l'agrobusiness qui repose sur l'espoir d'un afflux de capitaux privés dans les filières dites « porteuses ».

A force d'argumentaires et de persuasion, nous avons réussi au cours de ces 5 ans à faire admettre au niveau régional et dans certains de nos pays que la politique agricole doit reposer sur les exploitations familiales. Nous pouvons nous satisfaire aujourd'hui que la modernisation de l'exploitation familiale soit au cœur des Politiques Agricoles régionales de l'UEMOA (PAU) et de la CEDEAO (ECOWAP), ainsi que du Plan de Développement Détaillé de l'Agriculture en Afrique (PDDAA).

Pour cela, nous devons nous mobiliser pour que les acquis obtenus, en matière de reconnaissance de l'exploitation familiale comme moteur du développement agricole et de la souveraineté alimentaire soient repris et amplifiés dans les politiques nationales. Cela ne sera pas facile partout ! Mais c'est de la responsabilité des Plates-formes Nationales et de leurs membres de veiller à ce qu'il en soit ainsi.

Le rôle joué par le ROPPA dans le processus d'élaboration des politiques agricoles régionales lui vaut aujourd'hui d'avoir un mandat clair et précis dans la mise en œuvre de ECOWAP, notamment dans les programmes de renforcement des capacités des OPFA, de la sécurisation et modernisation des exploitations agricoles, l'amélioration de la productivité et de la compétitivité des systèmes de production, l'amélioration de l'offre en produits vivriers, etc.

Remplir ce mandat régional représente de nouveaux défis pour notre réseau. D'ores et déjà, le Comité Exécutif s'attelle à mobiliser des ressources à l'échelle internationale pour les relever. Mais, c'est surtout dans notre sous région et dans nos pays que nous devons lever les fonds nécessaires pour financer notre programme.

Modernisation de l'exploitation familiale,

A travers ses actions de plaider pour de nouvelles politiques agricoles, le ROPPA vise tout simplement à ce que les conditions soient plus favorables pour une modernisation effective de l'exploitation familiale et l'épanouissement de ses différentes composantes sociales.

Nous restons tous convaincus que l'approche d'un accroissement de la production par la seule augmentation des superficies a atteint ses limites. Il y a une impérieuse nécessité d'accroître significativement la productivité de nos exploitations familiales. Cela relève en premier lieu de la décision individuelle de choisir les systèmes de productions, les produits et les technologies à adopter. Mais c'est aussi la responsabilité collective des Organisations Paysannes d'offrir à leurs adhérents des services appropriés pour un changement qualitatif de leur exploitation agricole.

Au cours de ces cinq dernières années, le ROPPA a surtout mis l'accent sur les conditions qui devraient à termes contribuer à favoriser la modernisation de l'exploitation familiale. En tout cas, c'est ainsi qu'il faut comprendre la volonté affichée du ROPPA de mettre en place un observatoire des exploitations familiales et de s'impliquer dans le développement de certains outils et systèmes d'information sur l'environnement économique et social de la production et sur les marchés des intrants ou des produits agricoles. C'est également cela qu'il faut comprendre à travers la collaboration que nous entretenons avec les Institutions de Recherche et à travers les initiatives de sécurisation foncière que nous prenons.

Mais, nous également conscients de la forte attente de nos membres pour des initiatives concrètes permettant à l'exploitation familiale de faire face aux enjeux posés par la demande croissante en produits alimentaires de qualité diversifiée. Nous sommes conscients que nous serons de plus en plus interpellés par nos membres sur la qualité et l'efficacité des services d'accompagnement et de conseil agricoles, sur les mécanismes de financement des investissements, la sécurisation foncière, l'accès aux intrants et aux pesticides, la dégradation des ressources naturelles, la fixation des jeunes ruraux ...etc.

Pour les années à venir, le Comité Exécutif ne ménagera aucun effort pour que l'exploitation familiale ne soit pas seulement au cœur du discours des politiques

agricoles mais également et surtout dans les actes quotidiens et les investissements des gouvernements et des OIER.

Accords Commerciaux multilatéraux (OMC)

Mais que vaudront nos efforts de modernisation de nos exploitations familiales, d'accroissement de la production et d'amélioration de la qualité de nos produits, si nous ne pouvons accéder à nos propres marchés nationaux et régionaux ou même au marché international. De toute évidence, abaisser voire supprimer les droits de douanes ne nous laissera aucune chance de développer notre agriculture à plus forte raison de créer un marché régional. C'est pour cela que nous avons mis au centre de nos actions d'influer sur les négociations de l'OMC.

Notre mobilisation n'a pas fléchi depuis la Conférence de l'OMC à Cancun en septembre 2003. Nous avons été de tous les rendez-vous régionaux et internationaux majeurs pour dénoncer le libéralisme dogmatique dans lequel certains pays riches veulent nous embarquer. Nous avons noué des alliances avec des organisations paysannes, des ONG et des intellectuels du monde entier pour que l'on ne considère pas les produits agricoles comme des marchandises quelconques. Nous avons souvent rencontré nos négociateurs pour leur rappeler leur devoir de défendre le droit de l'Afrique à la Souveraineté alimentaire et la nécessité d'un commerce international solidaire et équitable.

Comme de nombreux participants et observateurs, le ROPPA est sorti de la rencontre ministérielle de Hongkong ni trop satisfait, ni trop déçu. Sur les 14 points défendus par le ROPPA, une dizaine a été plus ou moins prise en compte. Les mesures annoncées concernent entre autres : i) la garantie pour les pays en développement de protéger leurs produits qui sont d'une importance vitale pour les producteurs pauvres, ii) la promesse d'une élimination d'ici 2013 des subventions à l'exportation et des paiements équivalents, iii) la promesse des Etats-Unis d'éliminer toutes les formes de subvention à l'exportation sur le Coton en 2006.

Du chemin reste encore à parcourir ! Les discussions sur les modalités d'application des accords obtenus à Hongkong vont bientôt démarrer et nous devons y faire connaître nos propositions. Il faut également noter qu'à Hongkong, aucune mesure n'a été prévue pour la suppression des soutiens et des subventions internes qui représentent 86,5% du soutien total que l'Union Européenne apporte à son agriculture et 90% de celui des Etats-Unis à sa filière Coton. De plus, le droit de nos pays, à protéger leurs services de base et leurs industries naissantes, y a été superbement ignoré. La question des boîtes est tout aussi importante à surveiller.

Accords Commerciaux Bilatéraux (APE)

Plus que les règles commerciales de l'OMC, ce sont les Accords de Partenariat Economique entre la CEDEAO et l'Union Européenne qui définitivement asphyxieront les agricultures ouest africaines. Les APE sont sensés permettre de « normaliser » les relations entre l'UE et les pays ACP selon les critères définis par l'OMC. Ils sont également sensés s'inscrire dans la logique d'une insertion plus grande des pays ACP au marché mondial. Cependant, tous les analystes s'accordent à dire que les APE auront des effets négatifs sur les économies ouest africaines à travers notamment la baisse des recettes fiscales, la hausse du chômage, la baisse des revenus, la déstabilisation politique, la désorganisation des agricultures locales et aussi l'accroissement de la dépendance alimentaire.

Nous ne comprenons pas la précipitation avec laquelle on veut aller vers la création d'une zone de libre-échange. Nous ne cessons de répéter que chance doit être donnée à l'Afrique de l'Ouest pour construire son marché régional ! Le processus d'intégration de l'Union Européenne a pris beaucoup de temps et a nécessité de fortes mesures de protection de son marché intérieur, notamment agricole. Les pays émergents d'aujourd'hui (Corée, Inde, Chine, Malaisie, Brésil...) n'ont pu améliorer leur situation économique générale qu'en se mettant à l'abri au travers d'une forte protection de leur agriculture, mais aussi de leurs "industries naissantes".

En forçant à une ouverture rapide de nos frontières, les APE s'avèrent encore plus dangereux pour l'agriculture ouest africaine que ne sont les règles commerciales de l'OMC. C'est pour cela que la 3ème Convention Ordinaire

avait instruit le Comité Exécutif pour des actions d'envergure. En application de cette directive, le ROPPA a entamé un processus de formation et sensibilisation pour ses membres. Il s'agit, dans chaque pays de l'espace, de disposer d'une masse critique de leaders paysans bien au fait des négociations commerciales (APE et OMC), des politiques agricoles et commerciales régionales et nationales et capable de dialoguer et négocier avec les autres groupes d'acteurs dans leur pays respectif. La formation a été déjà organisée au Mali et au Burkina. Nous espérons la poursuivre dans d'autres pays au cours de cette année 2006. Cette mobilisation des producteurs à l'échelle régionale devient une impérieuse nécessité quand on sait que les négociations pour les APE deviennent de plus en plus intenses..

Le ROPPA a été également membre du groupe consultatif pour les négociations APE, qui a élaboré le Mémoire de la CEDEAO dont certaines propositions reflètent parfaitement le point de vue des producteurs. En effet, ce mémoire prend en compte, entre autres: i) la défense de la souveraineté alimentaire et la création d'un marché régional, ii) la nécessité de réviser voire de rehausser les droits de douane appliqués par l'UEMOA en créant une 5^{ème} bande tarifaire de produits agricoles et agroalimentaires importés taxés à 50% ii) la mise en place de divers mécanismes pour la protection des produits sensibles, la régulation de l'offre et, iii) la nécessité d'avoir un délai plus long pour la signature des APE.

Malheureusement, c'est le moment qu'ont choisi les négociateurs de la CEDEAO et le Sommet des Chefs d'Etat pour planter un véritable coup de poignard dans le dos des producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest. En effet, le 12 Janvier 2006, le Sommet des Chefs d'Etat a décidé d'élargir à tous les pays de la CEDEAO le TEC tant décrié de l'UEMOA. Les seules concessions accordées sont des délais d'application un peu plus long pour certains produits (Type A) ou la renégociation pour le classement d'autres produits (type B). Ces concessions ne sont valables que jusqu'à la fin 2007, la veille de l'entrée en vigueur des APE ! Les négociations sur les exceptions devront se dérouler dans les mois qui suivent !

Nous ne pouvons et nous ne devons pas accepter cela ! Si nous ne pouvons décrier ce que nos chefs d'Etat font de mauvais, alors nous n'avons aucune

raison d'aller dans les arènes internationales crier au loup et au scandale, lorsque des gouvernements s'engagent pour que leurs producteurs vivent mieux, même si c'est à nos dépens ! Notre 4^{ème} Convention doit sonner le clairon de la mobilisation générale contre le TEC ! Préparons banderoles, notes et articles ! Affichons les partout ! Organisons des conférences et autres rencontres, mobilisons les médias publics et privés !

Conclusion

Si l'on se réfère aux objectifs de la Convention constitutive de Cotonou, nous pouvons affirmer que le ROPPA a honoré ses engagements, avec le concours de tous. Si nous avons atteint le niveau de performance et d'efficacité que l'on nous reconnaît, c'est parce que nous avons su valoriser au mieux nos capacités et un réseau solide de solidarité aux échelles régionale et internationale. Dans les grandes négociations internationales (notamment celles de l'OMC), nous avons été souvent aux côtés d'organisations paysannes régionales américaines, européennes et asiatiques avec lesquelles se sont tissées des alliances et échangées des expériences dans le cadre des mouvements paysans internationaux. Le ROPPA a également eu une oreille attentive et des porte-voix efficaces auprès de personnes physiques, de structures et institutions nationales, régionales et internationales, partout dans le monde, qui lui ont ouvert des portes, fourni des informations et de l'expertise, et apporté leur aide matérielle.

C'est l'occasion de réitérer à toutes et tous nos vifs remerciements.

L'expérience de ces cinq premières années montre qu'il lui faudra, dans ce programme, toujours composer avec d'autres contraintes inhérentes à la nature même de nos activités. Nous sommes constamment soumis à la pression d'attentes multiples et diverses : demandes d'appui de ses membres, demandes de représentation de la part des États et institutions de la sous région et de la communauté internationale, demandes de prises de position et d'alliances au sein du mouvement paysan mondial...

De plus, le ROPPA n'a qu'une maîtrise très partielle de son agenda. Il lui faut souvent être présent aux mêmes moments sur plusieurs scènes, internationales ou nationales, en fonction des événements, parfois imprévisibles, qui les traversent. On attend de lui qu'il soit en permanence mobilisable et disponible, ce qui est extrêmement exigeant et relève souvent de la performance pour une organisation dispersée dans l'espace et dont les ressources sont limitées.

Dans tous les cas, pour la période 2006-2010, nous allons continuer à développer les services que nous offrons à nos membres en oeuvrant à créer les conditions idoines pour une évolution positive et modernisante de l'exploitation familiale. Le renforcement des capacités de nos organisations et de leurs responsables continuera d'être au centre de nos préoccupations. La Campagne Riz, la Campagne Afrique Nourricière, les questions foncières, la "carte d'identité rurale", "l'observatoire des exploitations familiales", la consolidation du système de communication du Réseau et des plates-formes nationales constituent de vastes chantiers qui viennent à peine d'être amorcés.

Cela appelle de notre part, à tous, membres du ROPPA, engagement, solidarité et continuité dans l'effort, disponibilité et responsabilité dans l'action, quelque soit la place que nous occupons au sein du réseau! Pour que Vive le ROPPA dans la solidarité paysanne internationale !

Je vous remercie !